



Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs d'École et PEGC  
Section des Hauts-de-Seine  
Fédération Syndicale Unitaire

**SNUipp**  
Fédération Syndicale Unitaire  
**SNUipp 92**

Nanterre, le jeudi 24 mai 2012

Monsieur le Directeur Académique,

Nous tenons tout d'abord à souligner la qualité du travail et des échanges que nous avons eu avec les services du mouvement. En effet malgré les difficultés rencontrées dans la phase du premier projet de mouvement, nous avons pu effectuer notre travail paritaire dans de bonnes conditions.

Nous tenons à signaler que si l'administration pour cette opération administrative donne l'information rapidement de la pré-affectation aux collègues, seul le SNUipp-FSU92 donne en toute transparence et à l'ensemble de nos collègues les outils pour s'assurer qu'ils n'ont pas été lésés. Sans cela, un certain nombre d'erreurs n'auraient pas été connues avant la CAPD et n'auraient pu être traitées lors de celle-ci. Pour plus d'efficacité et réduire encore le nombre d'erreurs, nous vous soumettons la demande d'une CAPD bien en amont de la CAPD du mouvement qui aurait pour ordre du jour l'examen des barèmes comme cela se fait pour le mouvement interdépartemental.

D'autre part, nous avons été destinataires de nombreux messages d'insatisfaction concernant la non-parution des postes bloqués dans la phase de saisies des vœux. Les collègues n'ont pas pu faire leur choix en ayant toutes les informations à leur disposition. Les suppressions de postes ajoutées à ces postes bloqués, réduisent la mobilité dans le département notamment dans les communes les plus demandées (et ce pour la seconde année consécutive). Cette immobilité pour une part de nos collègues, contribue à la dégradation de nos conditions de travail. Les collègues qui avaient admis d'attendre plusieurs années pour obtenir le poste de leur souhait ont maintenant perdu l'espoir d'obtenir satisfaction.

Nous tenons à informer la CAPD d'une situation inadmissible qui remet en cause la continuité du service public dans deux écoles de Clichy. En effet depuis le mois de février, les élèves de deux classes des écoles Pasteur A et Toussaint Louverture n'ont pas d'enseignant un jour par semaine. Cela fait près de deux semaines d'école en moins. Si cette situation est extrême, elle est le reflet de la crise du remplacement dans notre département.

Cette situation est la conséquence du nombre de postes supprimés dans notre département ces dernières années. Monsieur Peillon, ministre de l'Éducation Nationale a annoncé la création de 1000 postes PE pour l'ensemble du territoire dès la rentrée 2012. Cela ne permettra pas de combler les pertes subies mais devrait permettre de rétablir des dysfonctionnements majeurs tels que l'absence de RASED ou l'absence de remplacement dans certaines circonscriptions de notre département. D'ailleurs la FSU92 demande qu'un CTSD carte scolaire 1er degré se tienne dès que nous connaissons la déclinaison de ces créations de postes par département.

Outre cette annonce et concernant les évaluations nationales CE1-CM2, le ministre de l'Éducation Nationale a réaffirmé par communiqué de presse que « *les résultats de ces évaluations ne seront pas transmis à l'administration centrale cette année. Elles feront donc l'objet d'une exploitation dans les écoles pour mettre en œuvre les aides et accompagnements à prévoir pour les élèves en difficultés. Les inspecteurs de l'Éducation nationale coordonneront le suivi de ces opérations pour aider les écoles dans la réalisation et l'exploitation des évaluations.* »

Nous serons donc attentifs à ce que :

- Les directeurs et les enseignants n'aient pas à saisir les résultats dans l'application nationale.
- Les résultats des évaluations restent au niveau de l'école.
- La phase de remontée soit supprimée à tous les niveaux : circonscription, département, national.
- L'exploitation dans les écoles et le suivi de ce travail par les IEN n'engendrent pas de quelconques opérations de remontée. .